ASSEMBLÉE NATIONALE

21 janvier 2015

LA CROISSANCE ET L'ACTIVITÉ - (N° 2498)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 316

présenté par

Mme Zimmermann, M. Decool, M. Furst, M. Le Mèner, M. Vitel, M. Aboud, Mme Louwagie,
M. Perrut, M. Myard, M. Berrios, M. Mathis, M. Le Fur, Mme Grosskost, M. Darmanin,
M. Chartier, M. Gosselin, M. Frédéric Lefebvre, M. Labaune et M. Reynès

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 13, insérer l'article suivant:**

- I. – Toute organisation syndicale et toute association de consommateurs agréées, ont la faculté de représenter ses adhérents devant toute juridiction.
- II. – Un décret en Conseil d'État devra aménager l'incidence de cette dernière disposition au sein des divers champs juridictionnels.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement ouvre la possibilité pour le justiciable, de faire valoir ses droits par d'autres intervenants habilités, mandatés par ses soins : ici les organisations syndicales et les associations de consommateurs agréées.